

Demande de dérogation scolaire pour les résidents hors territoire de la Communauté de Communes du Pays Riolais

Si vous souhaitez une dérogation scolaire pour un établissement scolaire qui se trouve sur le territoire de la Communauté de communes du Pays Riolais, ce document doit être rempli avec les pièces justificatives. Il devra être ensuite transmis au Service Education de la Communauté de Communes du Pays Riolais pour tout renseignement : 03.84.91.97.21 serviceeducation@ccc-pays-riolais.fr

1. Demande de dérogation à remplir par la famille

- A partir de la prochaine rentrée scolaire : / /
- En cours d'année scolaire, à partir du / /

ECOLE :

Commune et école souhaitées

:

Dernière classe fréquentée :

L'enfant est-il déjà scolarisé ? Oui (précisez le lieu et la classe) :

Non

2. L'enfant concerné

NOM et prénom de l'enfant :

Date et lieu de naissance : ... / ... / ... à :

Adresse du domicile de l'enfant :

Représentants légaux :

Responsable légal 1

Nom et prénom :

Adresse de domicile :

Téléphone :

Email :

Profession et lieu de travail :

Responsable légal 2

Nom et prénom :

Adresse de domicile :

Téléphone :

Email :

Profession et lieu de travail :

Autre (joindre la décision de justice)

Nom et prénom :

Adresse de domicile :

Téléphone :

Email :

Profession et lieu de travail :

Autre (joindre la décision de justice)

Nom et prénom :

Adresse de domicile :

Téléphone :

Email :

Profession et lieu de travail :

Frères et sœurs scolarisés en maternelle ou primaire (Nom, prénom, école et classe) :

-
-
-
-

3. Motifs de la demande

Motifs (dans tous les cas, des pièces justificatives précises sont systématiquement à fournir) :

→ Cas dérogatoires (Art. L2012-8 du Code de l'Education) :

Contraintes liées aux obligations professionnelles des parents, lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration, et la garde des enfants, ou si la commune n'a pas organisé un service d'assistantes maternelles agréées.

Il est à noter que l'amplitude horaire suffisante des garderies, mais incompatible avec les horaires de travail des parents, justifie le refus de dérogation.

Inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune que celle faisant l'objet d'une demande de dérogation.

Raisons médicales (*état de santé nécessitant, après attestation établie par un médecin de santé scolaire ou agréé, une hospitalisation fréquente ou des soins réguliers et prolongés, assurés dans la commune d'accueil et ne pouvant se faire dans la commune de résidence*)

→ Cas non dérogatoires (examinés en réunion de Bureau) :

Habitation principale en cours de construction ou d'acquisition sur le secteur de recrutement du site sollicité

Explications complémentaires :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Fait à :, le : Signature des responsables légaux de l'enfant

Liste non exhaustive des pièces justificatives à prévoir le cas échéant : certificat de scolarité des frères ou sœurs, justificatif de domicile, attestation de l'employeur avec horaires de travail, attestation sur l'honneur des grands-parents s'ils assurent la garde (avec leur justificatif de domicile et livret de famille prouvant le lien familial avec les parents de l'enfant), copie du contrat de travail du salarié assurant la garde de l'enfant (avec justificatif de domicile du salarié), promesse de vente ou permis de construire, etc ...

4. Informations à faire remplir auprès de la collectivité territoriale ou le syndicat intercommunal (ou autre) qui a compétence scolaire sur le lieu de votre résidence

<u>Observations du directeur, de la directrice de l'école du secteur de résidence</u>	Date : Signature et cachet :
--	---------------------------------

<u>Observations du directeur, de la directrice de l'école d'accueil</u>	Date : Signature et cachet :
--	---------------------------------

<u>Observations de l'inspecteur, de l'inspectrice de la circonscription de l'école d'accueil</u>	Date : Signature et cachet :
---	---------------------------------

<u>Avis de la collectivité territoriale compétente en matière scolaire de la commune de résidence</u>	Date : Signature et cachet :
--	---------------------------------

<u>Avis de la collectivité territoriale compétente en matière scolaire de la commune d'accueil</u>	Date : Signature et cachet :
---	---------------------------------

5. Décision

Pour la scolarisation à l'école de : de l'enfant :

Résidant : dans la commune de :

<u>Décision de la collectivité territoriale compétente en matière scolaire de la commune de résidence</u>	Date : Signature :
--	-----------------------